

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 607 17 mars 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Le 21 mars est la fête de Saint Nicolas de Flue, patron de la Suisse (1417-1487). Gratifié de visions toute sa vie, il passa plusieurs années en se nourrissant exclusivement de l'eucharistie. Grâce à son influence il joua un rôle majeur dans la naissance de la jeune Confédération helvétique.

EDITO

ELIE DOMOTA

Il s'agit du chef du KLP qui met la Guadeloupe à feu et à sang depuis plus de quarante jours. Faisant la guerre aux patrons de la Guadeloupe, il a dit que s'ils n'augmentaient pas les salaires il faudrait qu'ils quittent l'île. Il a ajouté des injures de type racial en les traitant de « bande de békés rétablissant l'esclavage ».

Du coup le préfet s'est ému et il est l'objet d'une enquête à ce sujet. Cela conduit à deux remarques.

Il est clair qu'une grande partie des émeutes a été provoquée par un comportement tout à fait raciste du KLP qui pratiquait ouvertement la chasse aux blancs.

Mais il est clair aussi que le même personnage depuis plus de 40 jours porte atteinte d'une façon extrêmement grave aux droits de propriété et aux droits annexes : droit de circuler, droit d'ouvrir son magasin ou non, droit de nourrir les populations, etc.

Pour toutes ces atteintes graves aux droits de propriété le préfet ne s'est pas ému ; cela veut donc dire que pour les autorités le racisme est plus punissable que les atteintes au droit de propriété : tout est à l'envers. Si le feu avait été éteint dès le début et c'était une nécessité de le faire, l'incendie aurait pu être maîtrisé.

Mentionnons d'ailleurs que le chef en question n'est pas malheureux du tout. Il est directeur adjoint de l'ANPE et bénéficie, à ce type, d'une surrémunération de 40 % comme d'ailleurs une grande partie de la population de l'île.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

UN NOUVEAU FONDS

Nous avons dit et il faut répéter sans cesse que l'effet de ruine vient en particulier de la création de multiples organismes nouveaux. C'est vraiment bien reparti. François Fillon a annoncé la création d'un fonds d'investissement social qui « coordonnera les actions en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle ».

Dans le désordre bien connu de l'emploi et de la formation professionnelle voilà encore un organisme qui va accroître le fouillis.

GUERRE CIVILE BRITANNIQUE

Dans le désordre des Etats occidentaux ? il existe une menace grave de guerre civile permanente. C'est ce qui arrive à la Grande-Bretagne. Les soldats britanniques engagés en Afghanistan sont confrontés à ce problème. En effet ils se battent contre des jeunes venus de Grande-Bretagne soutenir les talibans. Ces jeunes qui étaient parfois très éduqués et très diplômés se sont convertis à l'islam et sont prêts à mener la guerre sainte contre les britanniques eux-mêmes.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

ENSEIGNANTS CHERCHEURS

BRAVO ! Et n'oublions pas non plus les exemples célèbres comme JOSPIN rappelant à l'AN que c'était la règle et qu'il était normal, donc qu'il continue de toucher son salaire de fonctionnaire en plus de celui de premier ministre ! Et puis, le petit SARKOZY qui a continué à toucher son salaire de ministre de l'intérieur en sus de celui de Président de la république... LMDM

ENSEIGNANTS CHERCHEURS ENCORE

Cher Monsieur,

Comme j'apprécie de vous lire, surtout en ces moments délirants.

Ce qui se passe à l'université de Perpignan est proprement scandaleux mais ne semble choquer personne. Les bloqueurs empêchent la tenue des cours depuis les vacances de Noël. La faculté de sciences étant peuplée d'étudiants fictifs, cela ne pose aucun problème aux collègues scientifiques, ils estiment normal d'être payés pour ne pas faire cours déjà en période normale. Chez nous, à l'IAE, c'est plus désastreux car nos étudiants doivent partir en stage à la fin du mois. Tous nos examens ont été bousculés;

Le pire est que les grévistes, pétris de bonne conscience, ont vidé nos salles des chaises et des bureaux pour nous empêcher de faire cours, alors que la plupart de nos étudiants veulent venir en cours et partir en stage.

J'ai personnellement été menacé par des "jeunes venus des quartiers" qui sont entrés sur le campus pour prêter renfort aux bloqueurs.

***L'administration de l'université se plie aux consignes des AG sauvages. C'est lamentable. Comment peut-on donner plus de pouvoir à des individus qui sont incapables de l'exercer et d'assumer leurs responsabilités. Le président de l'université prend ses ordres auprès des AG !! Il est complice car il ne veut pas de cette loi d'autonomie qui révélerait l'incompétence crasse de tous ces universitaires qui veulent des titres et des statuts, mais surtout pas les responsabilités qui vont avec.**

Sur le campus, je vois tous ces syndicalistes trop heureux de régner en maître, en distribuant des tracts (photocopiés aux frais de l'université). En temps normal, je ne les vois jamais.

Le pire est de voir l'engagement du "petit personnel". La plupart ont été engagé par piston ou pour faire du social, mais surtout pas pour des compétences qu'ils n'ont pas. Je me souviens d'une secrétaire qui pleurait parce qu'elle ne voulait pas parler en anglais au téléphone, ni gérer les contacts avec les milieux professionnels. Mais voilà, c'était la nièce de la vice-présidente...mais je ne pouvais rien lui demander sans prendre le risque de voir tomber un congé maladie.

Tous ces gens réclament maintenant la titularisation massive (pas de concours !!) alors qu'ils devraient s'estimer heureux d'être là où ils sont...

Je suis totalement dépité par l'état lamentable de notre université, mais cela reflète hélas notre pays.

Votre serviteur,

Jean-Louis Caccomo

Voir aussi : <http://caccomo.blogspot.com/>

ILE MAURICE

Bonjour Jean Louis ,

Intéressant l'article de Michel de Poncins . Oui dans les territoires et départements d'outremer assistanat et chômage sont au rendez vous et la manne publique est essentielle.

Nous à l'île Maurice on a dit résolument NON à l'impérialisme en 1969 pour nous débrouiller par nous mêmes.

Nous avons un réseau de PME qui apporte la prospérité à l'île et les salaires les plus bas ont été un peu rehaussés.

Beaucoup d'industriels français et autres ont investi à Maurice poussés, disons le franchement, non par la volonté humaniste d'aider le Tiers Monde mais par la volonté capitaliste de s'enrichir !! Ils exploitent une main d'oeuvre à bon marché pour rapatrier les profits acquis au Sud vers le Nord !!!

Eh oui à l'île Maurice j'ai personnellement vu des générations sacrifiées SUR L'AUTEL DU PROFIT des investisseurs étrangers qui s'enrichissaient sur la sueur des travailleurs locaux. Et les profits étaient rapatriés !! Chez nous aussi on trouve ces békés anciens esclavagistes qui possèdent d'immenses fortunes !!!

La main d'oeuvre à bon marché reste leur critère : ça c'est pas conforme à l'éthique d'amour et de justice qui rend l'homme à l'humanité.

La France a toujours été impérialiste. Elle pourrait donner l'indépendance aux Dom Tom mais elle les garde pour ses besoins. Les métros retraités vont se doré au soleil et envoient les locaux travailler en métropole dans le froid !! la Réunion est envahie par des métropolitains avides de soleil . Et les Réunionnais sont des citoyens de deuxième zone dans leur propre pays !!!

Jean Louis je vous laisse réfléchir sur l'impérialisme et le capitalisme barbare.

Amitiés Rita

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 16 MARS 2009

ENSEIGNANTS CHERCHEURS

Lorsque l'on se promène dans les arcanes secrètes de la République Fromagère (R. F. pour les intimes) l'on est stupéfait de découvrir une foule de sources de paupérisation qui ne sont jamais mises en lumière. La controverse qui n'en finit pas autour des enseignants chercheurs nous conduit à souligner l'une d'entre elles.

Ils bénéficient en effet d'un véritable emploi fictif comme il y en a tant d'autres dans l'économie française telle qu'elle est après des décennies de dirigisme forcené. Un emploi fictif est un emploi dont le titulaire touche les salaires ou avantages sans effectuer le travail correspondant. Nous reviendrons sur le cas de ces enseignants chercheurs, mais il faut d'abord montrer qu'il y a des millions de cas semblables ; cela permettra d'expliquer le lien avec la paupérisation accélérée du pays.

Au sommet de l'État, l'on rencontre très vite les innombrables cumulards. Un cumulard cumule le salaire et les avantages de plusieurs fonctions, mais n'exerce pas et ne peut d'évidence accomplir complètement le travail de chacune d'entre elles ; le cas typique est celui d'une présidente de région qui bénéficie de la formidable richesse de la fonction et qui se promène dans le monde entier pour chercher pour plus tard un emploi plus gratifiant comme président de ceci ou de cela !

Ne pas oublier les célèbres retraités de fonctions qu'ils n'ont pas exercées : il y a des exemples de retraites d'ambassadeur touchées par des personnes qui n'ont jamais rempli de métier dans les affaires étrangères et de même des retraites de la Cour des Comptes reçues par des personnes qui n'ont jamais officié comme magistrat rue Cambon !

Il existe des conservateurs des hypothèques qui profitent de la richesse incomparable de la « niche » en question et ne pratiquent pas véritablement le métier.

Dans les entreprises, il se trouve un exemple véritablement dévastateur et généralisé : c'est en quelque sorte l'emploi fictif au carré ; en effet, un nombre incalculable de chefs syndicaux n'exercent plus le métier où ils excellaient précédemment, comme la mécanique ou l'informatique ou autre chose. Ils consacrent la totalité de leur temps à démolir leur entreprise et même reçoivent, aux frais de la boîte, une formation pour poursuivre ce travail destructeur : c'est le mensonge au carré.

On peut signaler aussi la niche incomparable de « chirurgien-dentiste-conseil de la sécurité sociale » qui existait naguère et croyons nous a disparu. Leur travail harassant consistait à donner des coups de tampons à des demandes d'autorisation préalable. Nous disons « consistait ». En effet, l'obligation des autorisations préalables pour les dentistes a disparu. Il était clair qu'ils n'étaient plus ni chirurgien dentiste, ni conseil car ce sont des métiers difficiles que l'on ne peut exercer valablement que si on est en permanence sur le terrain. Comme nous croyons qu'ils ont été supprimés, nous nous demandons ce que sont devenus les 3000 privilégiés de l'époque et s'ils ont été mutés vers d'autres travaux tout aussi inutiles ou seulement mis à la retraite pour un travail non accompli.

En tout cas, le système de l'autorisation préalable existe encore pour d'autres actes médicaux avec, donc, des emplois fictifs genre « coups de tampon » !

Un emploi fictif célèbre fait beaucoup parler de lui actuellement : c'est celui de député européen. Nous ne nous étendrons pas sur la richesse sans limite dont bénéficient les heureux titulaires et qui explique les formidables batailles pour se glisser dans la niche. La presse, ces temps-ci, dit bien qu'il s'agit d'emplois fictifs puisqu'elle ne se gêne pas pour avouer que les lois européennes sont fabriquées exclusivement par les gouvernements, représentés par un quarteron de hauts fonctionnaires à Bruxelles.

Pour que chacun soit bien informé sur la vanité du prétendu travail fourni par ces gens, voici comment les votes sont enregistrés au parlement européen. Ils ont habituellement lieu à main levée ! Le président annonce le résultat en fonction de ce qu'il constate « au jugé ». En cas de doute ou sur demande des députés, il peut faire procéder à une vérification électronique, grâce à une machine à voter installée sur le pupitre de chacun des députés. Sur l'ensemble des demandes de vérification initiées par les membres de l'UKIP, un parti anglais en 2007, un quart a donné un résultat inverse à celui annoncé par le président. C'est à dire qu'un quart des votes sont erronés. Le bureau du parlement alerté a répondu sans s'émouvoir : « En moyenne(sic), les résultats reflètent bien la réalité ».

Pour compléter aussi le tableau, il faut préciser que les questions sont tellement compliquées que, pour voter, les députés sont obligés de regarder comment vote le président ou la direction de leur groupe et ils sont conduits à voter de même sans donc savoir exactement pourquoi ils votent. C'est une forme de vote révolutionnaire et les personnes qui prétendent que l'Europe est démocratique en sont pour leurs frais. Devant cet état de fait personne de raisonnable ne peut nier que le mandat de député européen est un emploi fictif.

Citons encore les intermittents du spectacle qui sont si intermittents que certains ne travaillent pas de toute l'année. Ils appartiennent si peu au spectacle que, souvent, ce sont simplement des menuisiers ou ou des électriciens !

L'on connaît aussi les étudiants quasi salariés de l'aide sociale et qui n'étudient pas, certains d'entre eux imitant les chefs syndicaux et ne se gênant pas pour détruire physiquement l'université dans laquelle ils sont censés étudiés.

C'est le moment d'en venir aux enseignants chercheurs.

Il est connu que la seule façon d'avoir des universités performantes serait de les privatiser afin qu'elles soient dotées d'une direction forte capable d'attirer les capitaux et les talents nécessaires pour les conduire à l'excellence dans le cadre d'une forte concurrence. L'université de Stanford et bien d'autres aux USA agissent dans une totale indépendance vis-à-vis du pouvoir politique. C'est à l'ombre de Stanford que la Silicon Valley s'est développée.

Faute d'avoir la mission de privatiser ou, même, l'idée de le faire, Madame Valérie Pécresse, en charge du dossier, a bricolé un système donnant un semblant d'autonomie aux universités.

C'est là que se situe le problème des enseignants chercheurs, car, s'ils sont prêts très éventuellement à obéir aux présidents d'université pour l'enseignement, pour ce qui concerne la recherche ils se drapent dans une dignité qu'ils ne méritent pas.

Lorsque l'on examine ce que l'on peut savoir de leur activité de chercheur l'on constate qu'un grand nombre d'entre eux ne cherchent pas : emplois fictifs. Jean Robert Pitte, ancien président de l'université Paris IV, considère que 40 % de l'effectif des enseignants du supérieur ne publient pas dans les revues spécialisés les résultats de recherches qu'ils auraient faites. Il constate avec surprise que, faute de chercher, il consacrent une partie de leur temps à des activités privées pour arrondir leurs fins de mois par exemple en tant que conseillers dans les banques ou ailleurs.

L'on est obligé aussi d'enregistrer que c'est parce que Madame Valérie Pécresse a fait mine de vouloir faire évoluer les universités que celles-ci sont en plein désordre depuis plusieurs semaines, comme une vulgaire Guadeloupe transplantée au milieu du territoire français. Un tel désordre serait inimaginable dans une université privée, les propriétaires de l'université exerçant leur droit de diriger leur activité en toute indépendance et de juger à la fois les enseignants et les chercheurs suivant les objectifs qu'ils donneraient à l'université.

Comment peut-on expliquer ce phénomène littéralement immense des emplois fictifs qui gangrènent toute l'économie française ?

Comme dans toutes les activités publiques et comme dans toute autre catastrophe générée par ces activités publiques, l'on retrouve le refus des principes de l'économie de marché : faute de cet indicateur qu'est le marché, ces activités obéissent au bon plaisir de ceux qui momentanément peuvent saisir pour leur profit le pouvoir d'État.

Le refus du marché se traduit par le refus d'un vrai contrôle : il n'y a jamais de contrôle réel dans les activités publiques et, par nature, il ne peut pas y en avoir. Le bon plaisir s'exerce au travers de prédateurs momentanément au pouvoir qui distribuent leurs faveurs à l'aide des fonds sans limite obtenus des contribuables victimes de la terreur règlementaire.

Finissons maintenant en montrant le lien entre les emplois fictifs et la paupérisation de la France telle que nous l'observons.

Il est à jamais impossible d'évaluer les milliards et milliards d'euros engloutis par des salaires et avantages distribués à des gens qui ne font pas le travail qu'ils devraient faire. Ces sommes se transforment en impôts et donc, par ricochet, en chômage de masse avec ruine en conséquence.

Il faut en plus mentionner l'extraordinaire gaspillage des énergies mal utilisées et donc perdues. Nous sommes sûrs que les enseignants chercheurs, actuellement sur la sellette, rendraient des services éminents s'ils étaient dirigés comme le sont certains chercheurs aux USA. Au lieu de cela, la R.F. les stérilise et les empêche de contribuer à la richesse générale.

Pour terminer, nous lisons, ces jours-ci, dans les journaux que Madame Valérie Pécresse multiplie les gestes à l'égard des enseignants chercheurs. Cela veut dire qu'elle a reçu la consigne d'appliquer la stratégie du pouvoir depuis plus de 18 mois qui pourrait être décrite comme celle du « matamore couché » : matamore parce qu'il prend des postures fortes, couché parce qu'il capitule sans conditions devant l'ennemi ; c'est cette stratégie que le même pouvoir applique depuis plus de 40 jours vis-à-vis des îles lointaines et qui est la meilleure façon d'avoir comme en d'autres temps à la fois la guerre et le déshonneur.

Heureusement, Madame Valérie Pécresse ayant du temps consacré, pour se distraire, toute son énergie ces jours-ci à la conquête de l'emploi fictif de Député européen.

Les étudiants sérieux empêchés d'étudier par sa faiblesse, les chômeurs et les SDF qui le sont à cause de ses propres emplois fictifs lui souhaitent bonne chance ; c'est la seule et amère liberté qui leur reste !

Michel de Poncins

Pour lire plus de détails et s'informer : [ici](#)

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

INVITATION

**NOUS AVONS L'HONNEUR DE VOUS INVITER
À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

LUNDI 30 MARS 2009 À 18H30

SALLE DE L'ASIEM 6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007 PARIS

**MONSIEUR FRANCOIS GARÇON, HISTORIEN
ENSEIGNANT À LA SORBONNE
(UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON)**

Traitera le sujet suivant

LE MODÈLE SUISSE

(Pourquoi ils s'en sortent beaucoup mieux que les autres)

**Le Président,
Michel de PONCINS**

Notre éminent invité connaît parfaitement le modèle suisse et nous fournira des informations étonnantes que les médias officiels cachent soigneusement.

COUPON-RÉPONSE

M. ou Mme

adresse

- viendra à la conférence du lundi 30 mars 2009

- ne viendra pas à la conférence du lundi 30 mars 2009

(rayer la mention inutile)

envoyer le coupon-réponse à

CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (CLE)

5, rue Dufrenoy 75116 PARIS

Participation aux frais : 10 €; adhérents de CLE : entrée gratuite

CITATIONS

JACQUES SEGUELA

« A 50 ans, si on n'a pas une rolex, on a quand même raté sa vie »

MICHEL TONON (maire dhimmi de Salon de Provence) va installer dans sa ville une mosquée de 1000 M2 :

« Ce n'est pas une question religieuse mais de sécurité ; il s'agit de transmettre la foi »

REVUE DE PRESSE

LE SCANDALE DES PIÈCES JAUNES

Le ménage Chirac est richissime, en particulier à cause des multiples retraites cumulées par l'ancien président, ainsi que par son statut hors du commun d'ancien président de la république.

Il faut croire que cela ne suffit jamais. Le journal Présent sous la signature d'Alain Sanders nous apprend des pratiques étranges dans l'opération « pièces jaunes ». David Douillet est, paraît-il, un sportif connu dans le domaine du judo et joue un rôle pour les pièces jaunes. Il paraît que pour son concours prétendu bénévole il bénéficie de la gratuité dans tous les déplacements, dans tous les hôtels, dans les restaurants, etc. Il s'ajoute 32 000 € par mois sous forme d'indemnité. Et il a en plus une voiture de fonction payée par la fondation ce qui lui permet de rouler en voiture de sport.

L'explication de tout cela est que ce Monsieur, paraît il, rapporte des pièces jaunes à la fondation à cause de sa prétendue notoriété.

Mme Chirac, quant à elle, a eu en 2008 un budget de fonctionnement étonnant : 38 000 € de frais de garde-robe, 48 000 € pour sa Peugeot 608 haut de gamme, 347 000 € de frais de déplacement, 285 000 € de frais de bouche, 52 000 € de frais divers, 92 700 € de frais de personnel. Il faut peut-être retrancher cette dernière rubrique car ce doit être une quinzaine de personnes employées tout de même de façon utile pour la fondation.

Comme le dit spirituellement le journaliste : le bénévolat mène à tout à condition d'en sortir !

BREVES ET LONGUES

USA FEU VERT POUR LES RECHERCHES SUR L'EMBRYON

Le président américain, OBAMA, vient de donner officiellement le feu vert à la recherche sur les embryons. C'est en fait un permis de tuer qui vient d'être donné aux Américains, ceci sous le prétexte de guérir des maladies dont les journaux on nous décrit les ravages et la multiplicité dans tous les détails pour faire passer le drame.

Rappelons que toutes les méthodes de recherche existent si l'on prend les éléments voulus de chaque personne en particulier dans le cordon ombilical.

Voici maintenant une remarque que personne ne fait jusqu'à présent.

Le nouveau président ne changera guère la politique économique du précédent et il y a, d'ailleurs, des chances qu'il persévère dans les mêmes erreurs que ce précédent.

Et ne va guère changer la politique étrangère ni la politique militaire, s'entourant des mêmes experts ce qui est prudent dans une situation aussi complexe ;

Il y a donc un risque qu'il se réserve, faute de vouloir ou pouvoir imaginer autre chose, d'aller vers la dérive idéologique de la gauche américaine : avortement, euthanasie, homosexualité, etc.

LA TERREUR

La terreur continue à se répandre sur l'ensemble du territoire français. A Chanteloup-les-Vignes dans les Yvelines, des émeutiers ont harcelé la police. Les heurts ont commencé le samedi 7 mars vers 22 heures quand une patrouille lors d'un contrôle a été prise pour cible par les voyous. Dans un autre contrôle, des forces de l'ordre ont été une nouvelle fois violemment attaquées par les émeutiers qui étaient extrêmement mobiles et très organisés et finalement il a fallu demander du renfort. Certains voyous ont été placés en garde à vue mais probablement relâchés tout aussitôt.

À Tours dans la nuit du dernier week-end entre le samedi et dimanche, des émeutiers se sont affrontés avec les policiers durant plusieurs heures dans la nuit, ils ont attaqué les policiers avec des boulons, des canettes, et des pierres.

Là aussi, il n'y aura pas beaucoup de suite.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

FRANCE-Mexique

[Une manipulation exemplaire, cautionnée par le Président](#)

Emmanuel Barbier, Sedcontra.fr, mars 2009



Une jeune femme française est condamnée au Mexique pour complicité d'enlèvements, de tortures et d'extorsions de fonds. Ses avocats, la presse nationale et

le Palais de l'Elysée plaident sa parfaite innocence, sans rien nous révéler jamais des contenus du dossier. Il faut les croire sur parole, et s'émouvoir avec eux : la Justice mexicaine est aveugle, expéditive et dénuée de toute humanité... Contre-enquête de Sedcontra.

Israel Vallarta Cisneros est le chef d'une bande de criminels spécialisés à Mexico dans le rapt des femmes et des enfants de bourgeois aisés, "los Zodiacos"... Une petite bande, sans doute, à l'échelle du gangstérisme mexicain : on ne lui attribue que dix enlèvements aboutis et un seul assassinat.

Le dernier forfait des "Zodiacos" s'est produit le 19 octobre 2005 dans une banlieue chic de la capitale. Cristina Rios Valladares et son mari Raul, qui conduisaient leur garçon de onze ans à l'école, sont capturés par trois hommes armés de fusils de guerre, ligotés, jetés à l'arrière d'une grosse 4x4 et conduits les yeux bandés au ranch "Las Chinitas" sur la route de Cuernavaca – le repaire du gang – à 29 km de Mexico.

"On te sectionne une oreille, ou on te coupe un doigt ?"

Le mari est libéré très vite, avec mission de réunir dans les meilleurs délais une rançon de 15 millions de pesos s'il veut revoir en vie sa femme et son enfant... Il faut croire que cette somme n'était pas si facile à trouver, ou que Raul a pris sur lui d'alerter la police : pour Cristina, en effet, l'enfer du viol et des tortures psychologiques va durer près de deux mois.

Une jeune et jolie femme aux cheveux clairs, parlant l'espagnol avec un net accent français, s'occupe généreusement de nourrir les otages et de leur administrer des calmants. Elle s'intéresse de près au petit Christian, dans le but évident d'accélérer le versement de la rançon : *"– Qu'est-ce qui te ferait le plus mal, Christian, qu'on te sectionne une oreille ou qu'on te coupe un doigt ?"*

Cette femme est beaucoup moins inhumaine qu'on pourrait le penser : elle se contente finalement de prélever un verre de sang au garçon, pour y tremper une oreille sectionnée par le gang sur un petit cadavre, et faire porter le tout au père qui tarde imprudemment à s'exécuter !

Cristina comprend très vite qu'elle a affaire à la "fiancée" (*novia*) d'Israel Vallarta. D'autant plus vite que le chef du gang provoque chez cette femme de formidables colères chaque fois qu'il vient bousculer sa victime et en abuser sexuellement :

"Si tu continues à la sauter, je me vengerai sur elle, et tu n'auras pas ta rançon !"

Quand l'évidence compte pour rien...

Cette jeune femme aux cheveux clairs, toute la France la connaît aujourd'hui : elle s'appelle Florence Cassez – 34 ans, originaire de Béthune dans le Pas-de-Calais, et se trouve détenue par la justice mexicaine depuis le 9 décembre



2005, date de son arrestation au ranch Las Chinitas en compagnie de son “fiancé” Israel Vallarta (*photo ci-contre*). Date aussi de la libération de Cristina et Christian Rios par un commando de l'AFI (Agencia Federal de Investigacion).

La presse française s'est émue de son cas, parce que Florence Cassez est condamnée en seconde instance à 60 ans de détention. Pour les familles mexicaines, qui subissent 8000 enlèvements crapuleux chaque année (plus d'une vingtaine par jour !), cette peine est pleinement justifiée et doit être accomplie chez eux, où le crime a été commis... A qui fera-t-on croire en effet qu'une “fiancée” qui s'occupe de si près des affaires du gang, dans une maison bourrée d'armes et de munitions, une fiancée qui assiste au viol de la mère retenue en otage, lui administre des sédatifs et prélève le sang de son petit garçon, oui, à qui fera-t-on croire que cette femme ignorait tout des agissements criminels de ses compagnons ?

La réponse est simple : on le fait croire aux Français. On le fait croire à Nicolas Sarkozy, qui négocie le transfert de Florence Cassez en France avec le président mexicain, et à Carla Bruni qui est allé visiter sa “malheureuse compatriote” en prison... L'homme qui s'est fait connaître par son courage personnel pour sauver les enfants, lors d'une prise d'otages dans une école maternelle de Neuilly, assume aujourd'hui la défense publique d'une complice amoureuse mais parfaitement consciente et extrêmement active d'odieux criminels mexicains !

Pour soutenir le contraire, il faudrait pouvoir invalider le témoignage de Cristina Rios, celui de son mari et celui de son enfant : une mère violée, un père fou de douleur et un enfant terrorisé, que ses parents conduisaient à l'école quand l'horreur a surgi. Pas facile... Le plus simple n'est-il pas de les ignorer complètement ?

“La voix qui bourdonne aujourd'hui encore dans mes oreilles”

Laissons donc parler ici la dernière victime du gang, que la presse française et les époux Sarkozy n'ont pas voulu entendre, bien qu'elle ait témoigné en détail de son propre calvaire dans la presse mexicaine :

“Mon nom est Cristina Rios Valladares. J'ai été victime d'une prise d'otage, aux cotés de mon époux Raul et de mon fils qui avait 11 ans. Depuis ce jour notre vie a totalement changée... Ma famille est détruite. Ce que mon fils et moi avons vécu, du 19 octobre 2005 au 9 décembre de la même année, est indescriptible : 52 jours de captivité pendant lesquelles je fus victime d'abus sexuels et, avec mon enfant, de torture psychologique...

“Depuis notre libération, ma famille et moi nous vivons à l'étranger. Nous ne pouvons pas revenir à cause de la peur, car le reste de la bande n'a pas été arrêté... Nous avons appris la nouvelle de la peine de prison que Florence Cassez méritait, cette femme dont j'avais écouté la voix à de maintes reprises pendant ma captivité... Une voix d'origine française qui bourdonne encore aujourd'hui dans mes oreilles. Une voix que mon fils reconnaît comme celle de la femme qui lui pris du sang pour l'envoyer à mon époux, avec une oreille qui lui ferait penser qu'elle appartenait à son fils.

**“Maintenant j'apprends que Florence réclame justice et clame son innocence. Et moi j'entends dans ces cris la voix de la femme qui, jalouse et furieuse, hurlait sur Israel Vallarta, son petit ami et chef de la bande, que s'il recommençait à s'approcher de moi, elle se vengerait sur ma personne. Florence raconte “le calvaire” de la prison, mais elle voit sa famille dans le pénitencier, elle émet des appels téléphoniques, elle réalise des interviews pour la presse et elle ne craint pas chaque seconde pour sa vie.”
(Lettre ouverte de Cristina Rios, traduite de l'espagnol par nos soins.)**

Il fut un temps où Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur puis candidat à l'Elysée, rassurait beaucoup de Français en plaidant l'écoute privilégiée des victimes, et la fermeté sans faille des pouvoirs publics contre toutes les formes de délinquance ou de criminalité. N'aurait-il plus le choix des vraies causes à défendre, depuis qu'il est devenu Président ?

MONARCHIE

Bonjour Monsieur

Il semblerait que vous ne soyez pas un inconditionnel des actuelles institutions qui présentent il est vrai de nombreux défauts.

Pour mieux comprendre pourquoi certains penchent pour le duc d'Anjou comme Roi de France, j'ai pris la liberté d'inclure ci-dessous un de mes articles.

Celui-ci pourrait heurter des convictions orléanistes ou républicaines Auxquels cas, je vous prie de m'en excuser.

Vous pouvez reproduire gratuitement pourvu que mon nom soit indiqué.

Salutations

Michel Janvresse

La légitimité de Louis XX

Il faut savoir que les règles de la dévolution de la Couronne bien que coutumières sont d'ordre public. On ne peut donc y déroger.

Louis XIV, ayant reconnu ses enfants illégitimes, a tenté de leur faire attribuer la Couronne. Son testament fut cassé sur ce point.

En effet la Couronne se transmet par ordre de primogéniture mâle légitime issu d'un mariage religieux, sans aucune autre considération.

Elle est indisponible et dévolue.

C'est-à-dire qu'elle n'appartient pas à son titulaire qui n'en est que le dépositaire et qui par conséquent ne peut en disposer par voie de renonciation ou autres.

Ce qui explique que la renonciation d'Utrecht n'ait aucune valeur juridique et ne peut donc être opposée à Louis XX.

La dévolution signifie que la Couronne est attribuée de plein droit sans que le titulaire ait à manifester un quelconque accord ou en soit préalablement informé.

Si on suit l'argumentation erronée des orléanistes

Il faut également savoir que Philippe-Égalité a renoncé à ses droits sous la révolution et que donc ses héritiers ne peuvent donc réclamer l'héritage des Bourbons de France de ce fait.

Leur seule base juridique pourrait être le suffrage populaire. Sauf que celui-ci étant donc souverain, il a désigné la république en 1848 puis les Bonaparte en 1852 et enfin la République à nouveau. Le bonapartisme étant une variante de la monarchie, à mon sens il n'est pas possible de l'écarter du débat.

Les considérations de succession par branches et de nationalité évoquées par les orléanistes ne sont que des créations sans aucune valeur juridique puisque ne figurant pas parmi les règles de dévolution de la Couronne

Mieux, il faut savoir que le comte de Chambord aurait adopté son neveu (un Bourbon-Parme) et que ces derniers pourraient prétendre descendre directement de ce fait du comte de Chambord.

Mais l'adoption ne figure pas dans les règles de dévolution de la Couronne. En plus ce serait disposer de la Couronne qui est, je le rappelle, indisponible.

Pour finir Louis XX descend de Louis XIV et les Orléans du frère cadet de Louis XIII. Entre ces deux branches s'intercalent postérieurement plusieurs familles: les Grand-Ducs de Luxembourg, les Parme, les Deux-Sicules, les Séville, le Roi d'Espagne qui sont aînées par rapport aux Orléans. L'aînesse désigne donc Louis XX à la Couronne.

Pour conclure Louis XX est donc bien le souverain légitime.

-
-

Tableau généalogique simplifié

Louis XIII Roi de France dont sont issus :					
1°) Louis XIV Roi de France aîné dont sont issues les cinq branches classées par ordre successoral ci-dessous :					2°) Philippe duc d'Orléans cadet
↓	↓	↓	↓	↓	↓ ↓ ↓ ↓
1°) Bourbon de France en ligne directe	2°) Bourbon d'Espagne Carlistes	3°) Bourbon d'Espagne actuels	4°) Bourbon de Sicile	5°) duc de Parme	famille d'Orléans
Eteinte en 1883 Avec le comte de Chambord	Eteinte en 1936 avec le duc de San Jaime	Aîné SM Louis XX Roi de France Actuel aîné des Bourbon	Aîné Charles de Bourbon Deux Siciles	Aîné Charles Hugues duc de Parme	Aîné Henri d'Orléans

Les branches comportent chacune plusieurs membres. Ce qui fait que l'actuel Orléans a au moins cinquante personnes le précédant dans l'ordre de succession.

Louis XX s'il est l'aîné incontestable de tous les Bourbon et donc le Roi de France légitime, n'est pas néanmoins le Roi d'Espagne. Son grand-père aurait renoncé au Trône d'Espagne.

Aucunes prétentions ne peuvent venir des Bourbon de Parme du fait que leur ancêtre aurait été adopté par le comte de Chambord. Les règles de dévolution de la Couronne ne reconnaissent pas l'adoption qui est une forme de disposition de la Couronne proscrite par ces dernières.

MICHEL JANVRESSE
(06/2005)

Réseau Liberté

La contestation autour de la nomination de François Pérol à la tête de la nouvelle entité *Banque populaire/Caisse d'épargne*, telle qu'elle nous est servie, relève clairement de la mauvaise plaisanterie.

Oui, car peu importe qui le Prince nomme à la tête de sa nouvelle focade dès lors que la seule question qui compte, d'ordre fondamental, porte tout entière sur l'intrusion forcée de l'Etat dans la sphère privée !

C'est donc un sophisme de première grandeur, en l'occurrence matérialisé par l'arbre qui cache la forêt, dont les gardiens du temple se servent en permanence pour rassasier la crédulité du peuple français.

Ainsi s'explique sans mal le fait que les médias ne bruissent que de ce qu'il y a de plus superficiel en politique : tout ce qui permettrait une réflexion approfondie est donc soigneusement mis sous le boisseau.

Un tel schéma, à un moment crucial de notre histoire où notre survie se trouve bel et bien remise en question, devrait glacer le sang de tous ceux qui parviennent enfin à sortir de l'aveuglement dans lequel on les tient.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE
